

ACTUALITE

Les Etats-Unis, l'Etat islamique et le pétrole Opération Tonnerre

Le 24 septembre, le **département de la Défense des Etats-Unis** (U.S. DOD) a indiqué que les forces américaines et celles de certains pays arabes avaient frappé **12 raffineries** contrôlées par l'**Etat islamique** (EI) dans l'est de la Syrie (voir Syrie en page 10 dans ce numéro – les responsables américains utilisent le sigle **ISIL** pour désigner l'Etat islamique). Quelques autres raffineries allaient à leur tour subir quelques jours après des bombardements de la part de la coalition dirigée par les Etats-Unis. Cette information a évidemment suscité, du fait de son importance et de sa nouveauté, de nombreux commentaires et analyses. Pour sa part, **Pétrole et Gaz Arabes** (PGA) retiendra en particulier les éléments suivants :



- Ce qui s'est passé le 24 septembre en Syrie constitue un tournant dans la guerre et la lutte contre l'EI car ces attaques aériennes, effectuées par des chasseurs, des bombardiers et des missiles de croisière, marquent l'**élargissement des cibles visées par la coalition**. Jusqu'ici, elles étaient militaires (combattants de l'EI, véhicules, pièces d'artillerie, positions de combat, centres de contrôle, de communication et de commandement, etc.). Dorénavant, elles incluent aussi des cibles économiques.
- Ces bombardements sont aussi l'une des premières manifestations concrètes – en tout cas visibles – de la prise en compte par Washington et ses alliés de l'importance du **pétrole** dans la stratégie de l'EI (voir Actualité dans notre numéro du 1^{er} septembre). L'or noir est à la fois un moyen d'obtenir des carburants pour l'effort de guerre de ce groupe, de montrer que l'EI assume certaines fonctions d'un Etat en distribuant des produits raffinés dans les zones qu'il contrôle en Syrie et en Irak et de contribuer au financement de cette organisation, qui ne semble manifestement pas avoir de mal à boucler ses fins de mois.
- La prise en compte du pétrole montre aussi que la coalition anti-EI s'est rapidement dotée d'une **stratégie globale** qui comprend des actions militaires, des mesures économiques, des contacts et/ou pressions diplomatiques et un travail politique et médiatique. Beaucoup de temps a été perdu dans le combat contre l'EI, que Washington reconnaît avoir beaucoup sous-estimé, mais une panoplie assez complète semble aujourd'hui être en place.
- Au sein du secteur pétrolier, l'accent a été mis à juste titre sur le **raffinage**, notamment les petites usines dont l'EI s'est dotée ou dont il a pris le contrôle. Le raffinage permet en effet de disposer de carburants sans lesquels l'EI ne pourrait mener la guerre qu'il conduit depuis plusieurs mois, d'approvisionner la population en produits pétroliers qui sont essentiels pour elle et de commercialiser le surplus pour obtenir des dollars.
- Le DOD a cependant donné quelques chiffres un peu bizarres. Dans un point de presse, le porte-parole du Pentagone, le contre-amiral John Kirby, a évoqué une production de produits raffinés de 300 à 500 barils par jour qui pourrait générer des **revenus de l'ordre de \$2 millions par jour**. Il y a clairement une erreur sur les volumes ou sur les prix ou sur les deux. Le Pentagone a expliqué que

ces estimations n'étaient pas les siennes et qu'elles provenaient de certaines organisations régionales, sans plus de précision [le **PGA** a interrogé le Pentagone sur ces chiffres mais aucune réponse ne nous était parvenue au moment de notre publication].

- Le DOD, par la voix du contre-amiral Kirby, a aussi expliqué que le but de ces bombardements n'était pas de détruire ces installations de raffinage mais de les **rendre hors d'état de fonctionner** pendant un certain temps. A propos des 12 raffineries frappées le 24 septembre, la majorité de celles dont disposerait l'EI en Syrie selon lui (il y en aurait près d'une vingtaine), il a indiqué qu'elles étaient en place avant que l'EI en prenne le contrôle et qu'il fallait penser à la suite, c'est-à-dire à une situation dans laquelle l'opposition démocratique au régime du président Bachar al-Assad pourrait les utiliser à bon escient.
- Outre l'élargissement des cibles, ces attaques concrétisent l'**élargissement de la coalition** dans sa partie militaire. Certes, la participation d'autres pays (arabes en l'espèce ou de certains pays occidentaux pour d'autres cibles, surtout en Irak) est assez symbolique tant la puissance militaire américaine est dominante. Mais, sur le plan politique et diplomatique, cette participation est fort importante.
- Cette importance est capitale sur le plan politique, "*idéologique*" et médiatique surtout lorsqu'il s'agit d'Etats arabes sunnites du Golfe. L'**Arabie Saoudite** et les **Emirats Arabes Unis** ont ainsi participé aux frappes contre les raffineries et d'autres pays, dont le **Qatar**, **Bahrein**, le **Koweït** et la **Jordanie**, ont aussi été actifs. Le Pentagone a d'ailleurs souligné que les avions de la coalition hors Etats-Unis étaient responsables de 80% de l'effet explosif des attaques du 24 septembre contre les 12 raffineries (et un véhicule de l'EI). Ces pays sont donc engagés de façon irréversible dans la coalition contre l'EI car ils ont accepté de l'attaquer militairement et pas seulement de formuler quelques critiques à son encontre. Ils sont sur le même bateau que Washington et ne peuvent plus s'en désolidariser.
- Ces attaques et l'ensemble des autres dimensions de la lutte contre l'EI vont incontestablement contribuer à **affaiblir celui-ci sur le plan militaire et sur le plan financier**, ce qui n'est pas rien.
- Il convient évidemment de ne pas répéter l'erreur qui a consisté à sous-estimer – parfois à surestimer aussi – l'adversaire qui conserve des atouts importants dans sa manche, dont la détermination féroce d'un noyau dur de ses combattants, le trésor de guerre accumulé jusqu'ici grâce au pétrole mais pas seulement, sa très grande mobilité et rapidité et sa capacité d'adaptation et de réaction. Les dirigeants politiques et militaires à Washington semblent très conscients de ces atouts et répètent inlassablement que cette guerre ne se terminera pas rapidement et facilement et que les frappes aériennes sont une condition nécessaire mais pas suffisante pour aboutir à la défaite de l'EI.
- L'**engagement dans la durée** de la coalition et sur tous les fronts, y compris celui du pétrole, sera effectivement capital. A cet égard, outre des interventions militaires pour détruire ou endommager des actifs, les pressions sur certains Etats, notamment la **Turquie** (le 2 octobre, le parlement turc a autorisé le pays à rejoindre la coalition contre l'EI et à conduire des actions militaires en Syrie et en Irak), pour que les autorités de ces pays fassent preuve de plus de diligence afin d'identifier les flux pétroliers et financiers correspondants et les intérêts et réseaux à l'œuvre dans la contrebande et les trafics qui profitent à l'EI seront tout à fait essentielles.

Francis Perrin

☞ Voir aussi dans ce numéro **Syrie** en page 10 et **Irak** en page 26.

Le 4^{ème} appel d'offres international pour l'exploration en Algérie Des résultats fort décevants mais quelques points positifs

Le **quatrième appel d'offres international** pour l'attribution de contrats de recherche et d'exploitation d'hydrocarbures en Algérie (quatrième depuis l'adoption de la loi de 2005 sur les hydrocarbures) s'est achevé le 30 septembre et les résultats annoncés par **Alnaft (Agence Nationale pour la Valorisation des Ressources en Hydrocarbures)** sont fort décevants. Seuls **quatre permis ont été attribués** sur 31 offerts (voir tableau et carte), soit un taux de succès de 13% environ. Les contrats d'exploration seront signés le **29 octobre**.

Ces permis et leurs titulaires sont les suivants :

- **Timmissit**, dans l'est du pays. Le consortium qui signera le contrat d'exploration est composé de **Statoil Sigma Netherlands B.V.** (opérateur) et de **Shell Exploration New Ventures One GmbH**. Il a obtenu 570 points dans le classement mis au point par Alnaft.
- **Tinrhert Nord** (dans l'est du pays) : attribué à **Dragon Oil (Algeria Alpha) Limited** (opérateur) et à **Enel Trade S.p.A.** (930 points).
- **M'Sari Akabli** (dans l'ouest) : ce permis a été obtenu par le même consortium mais Enel sera l'opérateur (890 points).
- **Boughezoul** (région nord) : ce périmètre a été attribué au groupement composé de **Repsol Exploracion Argelia S.A.** et de **Shell Exploration New Ventures One GmbH** (590 points).

Outre ce nombre de permis attribués très faible, d'autres éléments confirment le peu d'intérêt de l'industrie pétrolière internationale pour cet appel d'offres.

- **Cinq offres seulement ont été soumises** le 30 septembre. La concurrence a donc été extrêmement faible. Seul le permis de Boughezoul a attiré plus d'une offre. **Eni** a également soumissionné pour ce périmètre mais son offre a été classée loin derrière celle de Repsol et de Shell.
- **Cinq compagnies** seulement, Statoil, Shell, Dragon Oil, Enel et Repsol, ont soumissionné pour les permis offerts.
- **Il y a eu peu de nouveaux entrants** alors qu'un appel d'offres est souvent l'occasion pour des firmes non encore actives dans un pays producteur et exportateur d'hydrocarbures de tenter de prendre pied sur un nouveau marché. L'attractivité de l'Algérie pour les investissements pétroliers et gaziers est donc assez faible, ce qui est préoccupant.

Cela dit, certains commentateurs ont indiqué qu'il n'y avait pas du tout de nouveaux entrants, ce qui est inexact. Il y en a un en fait qui est **Dragon Oil**. Basée à Doubaï et active au **Turkménistan**, en **Tunisie**, en **Irak**, en **Egypte**, en **Afghanistan** et aux **Philippines**, la compagnie entendait développer sa présence en Afrique du Nord. Associée à Enel, elle a donc obtenu deux permis sur les quatre attribués, ce qui constitue pour elle un grand succès.

On ne doit pas oublier non plus que le groupe **Royal Dutch Shell est de retour**, ce qui n'est pas rien. Lors d'un précédent appel d'offres international en 2005, Shell avait obtenu deux permis en

Permis offerts lors du 4ème appel d'offres international

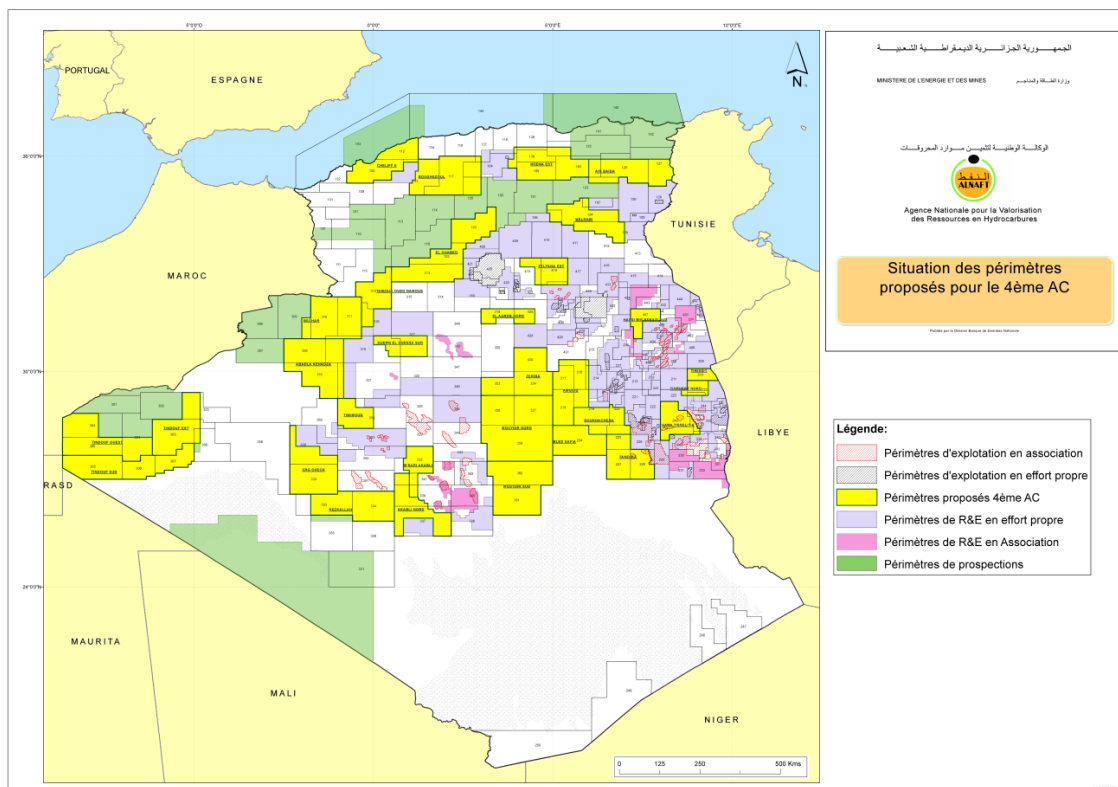
| <i>Bassins</i> | <i>Périmètres</i> | <i>Blocs</i> | <i>Surface nette (km²)</i> |
|----------------------|---------------------|---|---------------------------------------|
| Région Nord | Cheliff II | 102 & 112 | 12831,6 |
| | Boughezoul | 104b, 117, 133c, 135b & 137b | 19788,9 |
| | Hodna Est | 104 c, 105a, 119b, 122b, 138a, 139 & 140b | 17206,83 |
| | Ain Beida | 123a, 125b, 127b & 140a | 15415,61 |
| | Melrhir | 106c, 107 b, 124 & 128b | 14767,59 |
| | El Ouabed | 103, 120 & 313 | 24225,61 |
| Région Centre | Mouydir Nord | 326, 327 & 359 | 38884,15 |
| | Mouydir Sud | 360 & 361 | 25232,00 |
| | El Agreb Nord | 318b & 425a | 5698,44 |
| | Zelfana Est | 418, 419c & 438d | 8220,80 |
| | Bled Safia | 224b | 12266,52 |
| | Zeriba | 323a, 324 & 430 | 19178,29 |
| | Amguid | 214c, 215c, 216, 217, 218 & 219d | 16881,89 |
| Région Est | HassiBirRekaiz Sud | 407 | 4389,95 |
| | Timissit | 210 | 2732,35 |
| | Boukhechba | 219c, 220c, 225a & 224a | 10920,1 |
| | Gara Tisselit II | 239d, 245 & 234c | 8150,34 |
| | Tan Elak | 225b, 227 & 228a | 14628,36 |
| | Tinrhert Nord | 223b, 244d & 235b | 2907,77 |
| Région Ouest | Tamzaia-Oued Namous | 316c & 312 | 10619,56 |
| | Abadla Kenadza | 319b, 321b, 355 & 356 | 23859,34 |
| | Erg Chech | 330 & 328c | 19193,4 |
| | Guern El Guessa Sud | 317b & 319c | 7361,24 |
| | Timimoun II | 354b | 6992,34 |
| | Bechar | 309b, 310, 311 & 319c | 19015,62 |
| | Msari Akabli | 332a, 341a3 & 339a1 | 8096,38 |
| | Akabli Nord | 337c, 339a2 & 341a4 | 14182,11 |
| | Rezkallah | 334 & 333a | 18685,23 |
| | Tindouf Ouest | 364a, 304a & 365 | 21605,6 |
| | Tindouf Est | 363a, 303a & 308a | 16446,82 |
| Tindouf Sud | 305, 306 & 307 | 22759,17 | |

Source : Alhafi.

Algérie mais ses travaux d'exploration n'avaient pas été couronnés de succès. Elle a de nouveau deux périmètres en Algérie.

Parmi les commentaires les plus répandus depuis le 30 septembre, on entend beaucoup le fait qu'aucun permis ayant plutôt un **profil non conventionnel** n'a été demandé. L'appel d'offres n'ayant pas généré un grand intérêt, il est évidemment logique que les soumissionnaires se soient concentrés sur le conventionnel qui est moins risqué et moins cher. De plus, le feu vert des autorités algériennes à l'exploration d'hydrocarbures non conventionnels, en particulier le gaz de schiste et le gaz extrait de réservoirs compacts ("tight gas") est très récent et les débats dans les médias et au sein de l'opinion publique sont très vifs sur ce sujet sensible. Enfin, il y a encore beaucoup de travail à faire sur le plan

Carte des périmètres offerts à la concurrence

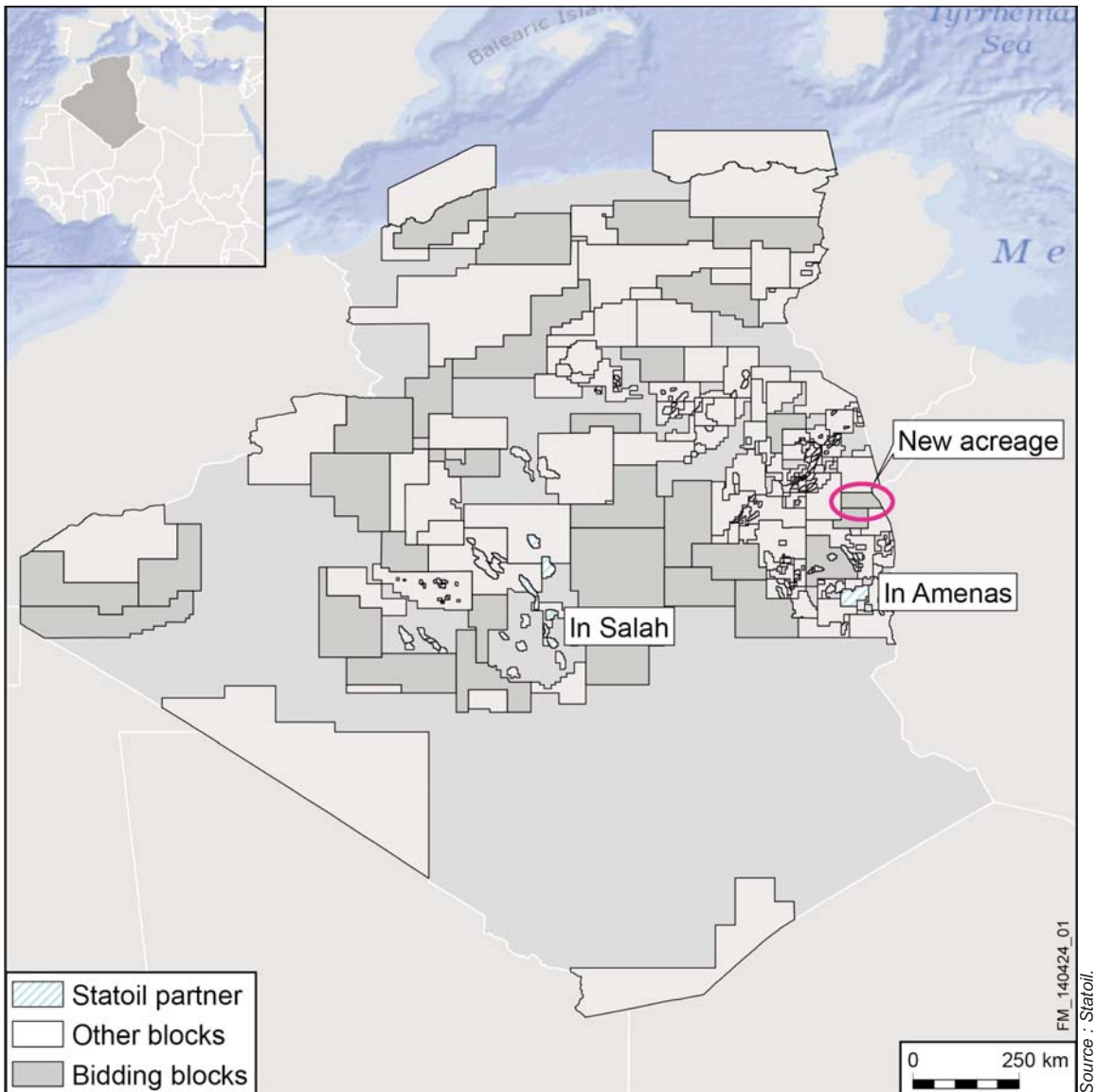


géologique et technique pour que le potentiel non conventionnel de l'Algérie, qui pourrait être considérable, soit mieux connu et apprécié.

Là encore cependant, les commentateurs ont été un peu vite en besogne en déclarant que c'était un échec total sur ce point. Se félicitant de l'obtention avec Royal Dutch Shell (19%) du permis de Timissit (voir carte), M. Nick Maden, vice-président senior de Statoil (30% - la participation de la Sonatrach sera de 51%) pour l'exploration dans l'hémisphère occidental, a souligné que cette attribution était l'occasion de tester un thème qui pourrait contenir des ressources importantes de gaz de schiste. Dans une première période, jusqu'en 2017, des données sismiques seront collectées, traitées et analysées et deux puits seront forés.

Quelques compagnies étrangères ont profité de l'appel d'offres pour approfondir leur stratégie gazière en Algérie

Il y a cependant quelques bonnes nouvelles dans les résultats annoncés le 30 septembre. Le premier est que le permis de Boughezoul a suscité de l'intérêt, ce qui conduira à **intensifier l'exploration dans le nord du pays**, une zone complexe mais dont le potentiel a été négligé depuis longtemps. Un autre point positif, qui est l'autre face du faible nombre de nouveaux entrants, est que trois compagnies pétrolières actives en Algérie, Statoil, Enel et Repsol, ont voulu y renforcer leur présence. De plus, la qualité des titulaires de permis est intéressante puisque la liste comprend trois grandes compagnies pétrolières internationales, Shell, Repsol et Statoil.



Déjà engagée dans l'exploitation des champs gaziers d'**In Salah** et d'**In Amenas** aux côtés de la Sonatrach et de **BP** et dans l'exploration du permis de **Hassi Mouina** (le groupe norvégien a découvert du gaz dans les parties nord et sud de ce permis), **Statoil** confirme qu'elle est l'une des compagnies les plus actives en Algérie et renforce sa **stratégie gazière** dans ce pays. En septembre, la société avait indiqué que, compte tenu des améliorations intervenues dans le domaine de la sécurité depuis la terrible prise d'otages à In Amenas en janvier 2013, la décision avait été prise de reprendre l'exploitation normale de l'usine sur ce site.

Repsol a également une stratégie en Algérie surtout orientée vers le gaz naturel, avec la perspective du marché européen comme pour Statoil. La compagnie espagnole est engagée dans ce pays dans deux projets d'exploitation (**Tin Fouyé Tabankort** et **Issaouane**), un projet de développement gazier portant sur six champs (**Reggane Nord**, aux côtés de la Sonatrach, de **RWE Dea** et d'**Edison**). La production devrait débuter en 2016) et un projet d'exploration (**Sud-Est Illizi**). Repsol est présente en Algérie depuis 1973 et l'Afrique du Nord est l'une de ses principales zones stratégiques de croissance.

Outre Statoil et Repsol, la firme italienne **Enel** développe aussi sa stratégie gazière en Algérie. L'entreprise avait racheté à **Petroceltic International** une partie de son intérêt (18,375%) sur le permis d'**Isarene** dans le bassin d'Ilizi. Sur ce permis, le champ d'**Ain Tsila** est en cours de développement. Enel est par ailleurs un partenaire de Repsol sur Sud-Est Ilizi, sur lequel la compagnie espagnole a découvert du gaz.

Tout n'est donc pas négatif dans les résultats de cet appel d'offres. Son bilan global est cependant très en dessous des attentes et de l'intérêt que devrait susciter un pays comme l'Algérie. On sait bien qu'il y a trois aspects clés dans une décision de participer ou pas à un appel d'offres : le potentiel des permis offerts ; le cadre législatif et contractuel ainsi que son impact sur la rentabilité des opérations en cas de découvertes commerciales ; et le risque politique. En l'espèce, les permis proposés ont été jugés majoritairement peu attrayants ou le cadre contractuel pas assez intéressant ou les deux face à un contexte politique national et régional qui a pu en faire hésiter quelques-uns.

Il est essentiel pour l'Algérie d'intensifier l'effort d'exploration sur son territoire et l'appel d'offres clos le 30 septembre ne va pas beaucoup contribuer à la réalisation de cet objectif. Il appartient à présent aux responsables algériens compétents d'analyser de façon très détaillée ce qui vient de se passer - ou ce qui ne s'est pas passé - et d'en tirer les enseignements nécessaires.

Francis Perrin

☞ Voir aussi **Algérie** en page **46** dans ce numéro.